

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1919.

Projet de loi

portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa
et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902 ⁽¹⁾

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. Maurice LEMONNIER.

MESSIEURS,

La loi du 24 octobre 1902, qui interdit l'exploitation des jeux de hasard, dispose :

ARTICLE PREMIER.

L'exploitation des jeux de hasard est interdite. Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 francs à 3,000 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui ont exploité en quelque lieu et sous quelle forme que ce soit, des jeux de hasard, soit en y participant par eux-mêmes ou par leur préposé, et en stipulant à leur avantage des conditions dont l'effet est de rompre l'égalité des chances, soit en recevant des personnes, admises à y prendre part, une rémunération pécuniaire ou en opérant un prélèvement sur les enjeux, soit en se procurant directement ou indirectement quelque autre bénéfice au moyen de ces jeux.

ART. 2.

Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 francs à 2,000 francs ou d'une de ces peines seulement, alors même qu'ils n'auraient perçu aucune rétribution à l'entrée ni pratiqué aucun

(1) Projet de loi, n° 54 (session de 1912-1913).

(2) La section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de M. M. D'Hondt, Leyniers, Mahieu, de Jonghe d'Ardoye, Cocq et Lemonnier.

autre fait d'exploitation, ceux qui, tenant un local accessible au public, y ont toléré sciemment et habituellement des jeux donnant lieu à des enjeux ou paris excessifs.

Art. 3.

Seront punis des peines portées en l'article précédent :

1° Ceux qui, par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, ont fait connaître un établissement de jeux prohibés par la loi, ou un établissement similaire situé à l'étranger ;

2° Ceux qui, pour un semblable établissement situé à l'étranger, se sont livrés au racolage des joueurs.

Cette loi avait pour objet, dans la pensée de ses auteurs, de supprimer les tripots et de mettre fin à de nombreux scandales qu'avait provoqués l'exploitation de la passion du jeu.

A-t-elle atteint son but ?

Incontestablement non. Si les cercles de jeux placés sous la surveillance des autorités, ainsi que l'étaient autrefois ceux d'Ostende ou de Spa, ont disparu, partout, se sont installés des cercles de jeux clandestins qui favorisent la démoralisation de la population.

C'est ainsi que, même sous l'occupation allemande, des sommes considérables étaient engagées dans les jeux ; quand, au mois de novembre 1918, des représentants du Comité des ouvriers et soldats allemands ont envahi un petit cercle de jeux du centre de la ville, ils ont saisi sur la table plus de 150,000 francs !

Le défaut de la loi c'est qu'elle est vague, élastique, et que la jurisprudence est incertaine, ondoiyante dans son application.

La loi n'interdit pas le jeu de hasard ; le joueur peut satisfaire sa passion sans tomber sous l'application de la loi ; — ce que celle-ci interdit, c'est l'exploitation du jeu de hasard.

Il existe de grandes divergences dans l'appréciation des faits qui constituent l'exploitation.

La loi défend, en outre, de participer au jeu par soi-même ou par des préposés en stipulant à son profit l'inégalité des chances.

Il en résulte de nombreuses discussions sur la question de savoir quels jeux et quelles manières de jouer rompent l'égalité des chances.

Des jeux ayant été établis, au Kursaal d'Ostende, dans des conditions qui paraissaient respecter la loi, la justice se montra indulgente pendant un certain temps, puis, poursuivit les organisateurs avec rigueur.

Quand les tribunaux se furent prononcés, les organisateurs établirent de nouveaux jeux en s'efforçant de tenir compte de toutes les prescriptions qu'ils croyaient avoir trouvées dans leurs décisions ; ils firent, de nouveau, poursuivis ; la justice arriva ainsi, par ses poursuites incessantes, à supprimer les cercles de jeux dont l'accès était réglementé et où le jeu se trafiquait loyalement, tandis qu'à côté se développaient des tripots clandestins.

On a pu affirmer qu'on n'avait jamais tant joué que depuis qu'il était interdit de jouer.

Les jeux qui étaient organisés à Ostende et à Spa étaient établis dans des locaux mis en location par les pouvoirs publics ; ils rapportaient, au budget de ces villes, des sommes importantes qui leur permettaient d'organiser des services publics, des fêtes, des délasséments et des distractions de tous genres ayant pour objectif d'attirer et de retenir les étrangers.

Les jeux étant condamnés, les finances de ces communes, basées sur les ressources que ces jeux leur procuraient, furent immédiatement obérées ; elles se trouvèrent dans l'impossibilité d'y retenir les Belges et les étrangers qui viennent y séjourner pour jouir des distractions musicales ou artistiques et de fêtes sportives, en même temps que pour y trouver le repos : Ostende et Spa sont menacés de décadence.

C'est pour parer à ces dangers que MM. Borboux, Buyl, Hamman, Eug. Mullendorff et Auguste Pil ont déposé, le 1^{er} avril 1909, un projet de loi permettant l'exploitation de jeux dans les *localités balnéaires, thermales et climatiques*.

Ce projet disparut de l'ordre du jour par suite de la dissolution des Chambres et, le 6 décembre 1912, MM. Borboux, Hamman, Eug. Mullendorff, Serruys et Nerinx déposèrent le projet de loi dont vous êtes saisis et qui a pour objet d'autoriser les administrations communales des villes de Spa et d'Ostende d'établir, dans des locaux spéciaux appartenant à la commune, un cercle où pourraient être pratiqués les jeux de hasard.

L'article 2 stipule que l'autorisation pourra être accordée par arrêté ministériel. L'article 3, que la fréquentation des cercles de jeux est strictement interdite aux personnes domiciliées dans les communes autorisées.

Le projet attribue 20 p. c. des bénéfices à l'OEuvre des habitations à bon marché, 33 p. c. aux assurances sociales, pensions de vieillesse, assurance contre la maladie et l'invalidité dont les mutualités n'assument pas la charge, et 25 p. c. aux Administrations communales pour être affectés à leurs services publics et aux nécessités de l'exploitation saisonnière.

Un arrêté ministériel doit fixer la nature des jeux autorisés et leur fonctionnement. L'autorisation accordée est toujours révocable.

Le résultat de l'examen en sections est le suivant :

- 1^{re} section, le projet de loi est adopté par les 12 membres présents ;
- 2^e section, le projet de loi est adopté par 8 voix contre 1 ;
- 3^e section, le projet de loi est adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention ;
- 4^e section, le projet de loi est adopté par 10 voix contre 2 et 4 abstentions ;
- 5^e section, le projet de loi est adopté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions ;
- 6^e section, le projet de loi est adopté par 10 voix contre 7 et 1 abstention.

Au cours de cet examen, des membres ont exprimé le désir de voir s'étendre l'autorisation aux autres villes balnéaires et de limiter la durée de l'exploitation des jeux à la saison d'été.

Le but du projet de loi est, en même temps, de réglementer le jeu, de le

canaliser pour éviter les cercles de jeux clandestins et, d'autre part, de retirer du jeu des ressources en vue d'alimenter les budgets des villes d'Ostende et de Spa.

L'Exposé des motifs rappelle, avec clarté, la situation financière malheureuse de ces villes et démontre que la suppression des jeux leur a été désastreuse. Ostende, au moment du dépôt du projet de loi, se trouvait devant un budget général en déficit de 600,000 francs à l'ordinaire et de 276,000 francs à l'extraordinaire et Spa avait à supporter une dette de 6,761,086 francs, exigeant un service d'intérêts de 242,740 francs, soit plus des deux tiers du produit des impositions payées par l'habitant.

Depuis lors, les deux villes ont eu à supporter — comme toutes les autres, il est vrai — les charges et les désastres de la guerre : Ostende offre actuellement un spectacle lamentable.

La ville a été cruellement éprouvée; 211 habitants ont été tués et 495 grièvement blessés.

440 maisons sont complètement détruites et 770 gravement endommagées. Il n'est pour ainsi dire pas une habitation qui n'ait supporté quelques dégâts. Les Allemands ont réquisitionné les balustrades des balcons de toutes les maisons, l'estacade est rendue inaccessible, partout, se constatent des traces des maux dont la population souffre encore cruellement.

La ville estime les dégâts occasionnés à ses établissements à 63 millions de francs.

Les frais d'aménagement du Kursaal ont été évalués à 750,000 francs.

Tous les hôtels, dont les meubles ont été gravement endommagés ou enlevés par les Allemands, sont dans l'impossibilité de s'ouvrir ou doivent dépenser des sommes considérables pour remplacer leur mobilier.

On ne doit pas perdre de vue que les stations balnéaires et climatiques et, plus particulièrement, Ostende et Spa, ont non seulement souffert de tous les dommages supportés par tous les Belges, mais encore que leurs ressources spéciales de l'exploitation saisonnière leur ont manqué pendant cinq ans.

Les hôteliers, les commerçants, les habitants qui font la sous-location estivale ont vu tarir toute source de revenu pendant cette longue période.

Il y a lieu de remarquer que 50 p. c. des étrangers en villégiature étaient des Allemands, que nous espérons bien ne plus revoir.

Il est indispensable que l'on vienne dans le plus bref délai possible au secours d'Ostende et de Spa; il est de l'intérêt de la Belgique entière que ces lieux de villégiature puissent retrouver leur ancienne splendeur.

L'État, dira-t-on, peut intervenir par voie de subsides, comme il l'a déjà fait; mais tant d'autres misères sollicitent le trésor public qu'il ne pourra vraisemblablement les soulager.

L'autorisation d'organiser des jeux à Ostende et à Spa, c'est la certitude de ressources immédiates, c'est le salut des deux cités.

Ces ressources naissent d'une contribution volontaire de joueurs, elles viennent du luxe. Peut-on souhaiter meilleur impôt?

Il n'atteint ni le travail, ni l'industrie; il est prélevé sur le besoin de distrac-

tions, critiquables nous le reconnaissons, mais qu'on ne fera pas disparaître par une législation et qu'il vaut mieux placer sous la surveillance des autorités. La rançon du jeu a le but licite de donner au commerce et à l'industrie la protection et la réparation qui leur sont indispensables.

Si l'impôt volontaire sur le jeu est de source impure, l'État doit rejeter toutes les ressources venant de la satisfaction des passions. Il devrait réprover les impôts sur l'alcool, qui contribue à démoraliser les populations et à décimer la race, sur le tabac dont l'abus est si funeste, sur les bénéfices de guerre, réalisés souvent par ceux qui ont trafiqué avec l'ennemi ou qui ont exploité leurs concitoyens pendant leur détresse.

Notre regretté collègue, Paul Janson, ne disait-il pas dans cette Chambre, comme le rappelle l'auteur du projet de loi : « Parmi les propositions formulées, il en est une qui consiste à rétablir les jeux officiels et à affecter les bénéfices qui en résultent à la caisse des accidents. Si nous dédaignons ces ressources, nos pays voisins en profiteront, sans que la morale y gagne chez nous. Ce serait faire un très bon usage d'un mauvais argent. »

Le Sénat a partagé cette manière de voir, ainsi que le rappelle l'auteur du projet de loi soumis à vos délibérations, en votant les dispositions suivantes le 3 juin 1901 :

» Le Gouvernement pourra autoriser l'administration communale d'Os-
» tende à permettre l'établissement sur son territoire d'un cercle qui ne
» sera pas soumis aux dispositions de la présente loi.

» Toutefois, cette autorisation ne pourra être accordée que jusqu'au 31 oc-
» tobre 1903 au plus tard. Elle pourra être révoquée en tout temps en cas
» d'abus constaté. »

La Chambre des Représentants n'admit pas cette disposition et elle vota la loi qui est devenue la loi du 26 octobre 1902 actuellement en vigueur. Depuis lors, les esprits semblent s'être modifiés en constatant l'inefficacité de l'application de cette loi ; les opinions émises dans les sections semblent le démontrer.

Pour que la passion du jeu ne puisse gagner les habitants des villes où les cercles sont autorisés, le projet stipule que la fréquentation de ces cercles est strictement interdite à toute personne domiciliée dans ces villes.

Il fixe ensuite l'emploi de 80 p. c. des bénéfices pour des œuvres sociales.

Nous pensons qu'un prélèvement sur les bénéfices peut donner lieu à contestation et qu'il vaut mieux un prélèvement sur la recette brute, comme l'impose la loi française.

En vue de permettre au Gouvernement de fixer toutes conditions qui assurent et garantissent la loyauté du jeu, de restreindre l'accès des cercles, le projet accorde au Gouvernement le droit de subordonner l'autorisation à toutes les conditions qu'il jugera convenables et comme sanction spéciale que l'autorisation est toujours révocable.

D'autre part, nous signalons qu'une instruction générale sur la réglementation des jeux dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques de France, détermine le mode de prélèvement sur le produit brut des jeux, édicte les formalités à remplir, fixe les carnets et les registres

à tenir, en spécifiant leur modèle, les responsabilités des titulaires, les attributions du Ministre de l'Intérieur et de son personnel.

Dès lors, il existe une documentation officielle en France, permettant de nous servir d'exemple.

Tout abus pourra, grâce à la loi, être promptement refréné et le jeu sera réglementé, canalisé, au profit de la morale, tout en permettant de venir promptement en aide à la Reine des Plages et à la Perle des Ardennes.

La question des jeux a fait l'objet de nombreuses discussions au Parlement français : elles ont abouti à la loi du 13 juin 1907 qui autorise l'ouverture des jeux dans les casinos et établissements ouverts au public, moyennant autorisation du gouvernement, qui impose un prélèvement de 15 p. c. sur le produit brut des jeux, au profit d'œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène et d'utilité publiques.

Le 22 mai 1913, la Chambre a voté une nouvelle loi établissant au profit de ces œuvres, un prélèvement progressif sur la recette brute qui atteint 45 p. c. et imposant aux joueurs des cartes d'accès aux salles de jeux frappées d'un timbre au profit de l'État (1).

Le Sénat ne l'a pas encore votée ; afin d'en hâter le vote, la Chambre des Députés est actuellement saisie d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à n'accorder aucune autorisation d'ouverture ou de reprise de jeux dans les casinos et établissements ouverts au public avant qu'il ait réglé le régime des jeux.

Le rapporteur de cette proposition s'exprime comme suit au sujet de la question même des jeux :

« Le jeu est plutôt un spectacle attristant qu'on dissimule avec raison au
» grand public; le souci du gain tient les joueurs anxieux, qu'ils attendent
» des cartes ou du hasard la perte stupide ou l'accroissement de leur mise ;
» une salle de jeux est un lieu funèbre; ces alentours, il est vrai, sont gais
» et bruyants, l'alcool et la prostitution attendant perdants et gagnants pour
» consoler les uns, pour partager avec les autres la joie malsaine de la pos-
» session d'un peu d'or acquis sans travail. Mais cela est un enseignement.
» Pour notre part, nous ne verrions aucun inconvénient matériel ou
» moral grave à ce que le Gouvernement autorise la réouverture des jeux.
» Mais une condition essentielle doit être posée, et nous demandons à la
» Chambre de la faire sienne : c'est qu'aucune autorisation n'intervienne
» avant le vote définitif de la loi relative au régime des jeux, votée par la
» Chambre le 22 mai 1913.

» La Chambre a établi sur la recette brute des jeux des prélèvements allant
» de 15 à 45 p. c. et, cela, au profit des œuvres d'assistance, de prévoyance,

(1) Ce prélèvement est ainsi proposé : 15 pour cent sur la partie de la recette brute n'excédant pas 500,000 francs, — 25 pour cent entre 500,000 francs et 3 millions de francs, — 35 pour cent entre 3 millions et 5 millions de francs, — 45 pour cent au-delà de 5 millions.

» d'hygiène, des travaux communaux, d'adduction d'eau potable, de reboisement, etc.

» La Chambre n'a pas entendu par là moraliser le jeu. »

La proposition qui nous est soumise n'a pas non plus pour objet de moraliser le jeu.

Nous sommes tous adversaires du jeu, mais une expérience séculaire démontrant qu'il est impossible de l'extirper, mieux vaut l'endiguer, le canaliser, en atténuer les dangers et en tirer à l'avantage des villes d'eau d'Ostende et de Spa et par suite, du pays entier, des profits qui, si nous refusions de les recueillir, iraient alimenter les finances des villes étrangères.

Le Rapporteur,

MAURICE LEMONNIER.

Le Président,

L. BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI

portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, les administrations communales des villes de Spa et d'Ostende pourront être autorisées à permettre l'établissement, dans des locaux spéciaux appartenant à la commune, d'un cercle où pourront être pratiqués les jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans la présente loi.

ART. 2.

L'autorisation prévue par l'article premier sera accordée par arrêté ministériel. Cet arrêté ne sera pris qu'en suite de l'approbation, par le Ministre de l'Intérieur, des statuts du cercle demandeur en concession.

ART. 3.

L'autorisation ministérielle ne pourra être accordée qu'à la condition :

1° Que la fréquentation desdits cercles de jeux soit strictement interdite à toute personne domiciliée dans une des deux villes intéressées;

2° Que vingt pour cent, au moins, des bénéfices résultant de l'exploitation soient affectés à l'OEuvre des habitations à bon marché en Belgique et versés, à cette fin, à la Société Nationale pour la construc-

WETSVOORSTEL

waarbij, ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende, wordt afgeweken van de wet van 24 October 1902.

EERSTE ARTIKEL.

In afwijking van de wet van 24 October 1902, kunnen de gemeentebesturen der steden Spa en Oostende worden gemachtigd toe te laten de oprichting, in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehorende, van een kring waar kansspelen mogen worden gehouden onder de in deze wet gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De bij artikel 1 voorziene machtiging wordt bij ministerieel besluit verleend. Dit besluit wordt eerst genomen na goedkeuring, door den Minister van Binnenlandsche Zaken, van de statuten van den kring die de vergunning aanvraagt.

ART. 3.

De ministerieele machtiging mag slechts worden verleend op voorwaarde :

1° Dat het bezoeken van genoemde speelkringen streng worde verboden aan elken persoon die is gehuisvest in eene der twee belanghebbende steden;

2° Dat ten minste twintig t. h. van de winst, voortspruitende uit de onderneming, worden besteed aan het Werk der goedkoope woningen in België en, met dat doel, gestort in de kas der Nationale Maat-

tion des habitations à bon marché en Belgique;

3° Que trente-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient affectés aux assurances sociales et versés, à cette fin, en mains du Gouvernement, à charge pour lui, de les affecter exclusivement aux pensions de vieillesse, ainsi qu'aux assurances contre la maladie et l'invalidité dont les mutualités n'assumeraient pas la charge.

La répartition de cette part des bénéfices sera réglée par arrêté royal;

4° Que vingt-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient versés à chacune des deux administrations communales respectivement intéressées, pour être affectés à leurs services publics et aux nécessités de leur exploitation saisonnière.

Les bénéfices dont il s'agit aux numéros 2°, 3° et 4° du présent article ne seront établis qu'après prélèvement des frais généraux nécessités par l'entretien des locaux et du mobilier, des frais d'administration du cercle et du traitement du personnel.

ART. 4.

L'arrêté ministériel prévu à l'article 2 déterminera, s'il y a lieu, les autres conditions d'autorisation : notamment, celles relatives à la nature des jeux autorisés et à leur fonctionnement. Il déterminera les mesures nécessaires ou utiles au contrôle des recettes et à la surveillance des locaux.

schappij voor het bouwen van goedkope woningen in België;

3° Dat ten minste vijftig t. h. derzelfde winst worden besteed aan de sociale verzekeringen en, met dat doel, gestort in handen van de Regeering, onder beding dat zij die uitsluitend zal bestemmen voor de ouderdomspensioenen, alsmede voor de verzekeringen tegen ziekte en invaliditeit, waarvan de onderlinge vereenigingen den last op zich niet zouden nemen.

De verdeeling van dit aandeel in de winst wordt bij koninklijk besluit geregeld;

4° Datten minste vijftig t. h. van dezelfde winst worden gestort in de kas van elke der twee respectievelijk belanghebbende gemeentebesturen ten einde te worden gebruikt voor hare openbare diensten en voor de behoeften van hare onderneming gedurende het badseizoen.

De winst, in de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel bedoeld, wordt eerst vastgesteld na afhouding van de algemeene kosten, gevegd door het onderhoud van de lokalen en van het mobilair, alsmede van de kosten van bestuur van den kring en van de jaarwedde van het personeel.

ART. 4.

Het bij artikel 2 voorziene ministerieel besluit bepaalt, zoo er aanleiding toe bestaat, de overige voorwaarden vereischt voor de machtiging, met name die betreffende den aard van de toegelaten spelen en de wijze waarop deze werken. Het bepaalt de noodzakelijke of nuttige maatregelen voor het toezicht op de ontvangsten en het bewaken der lokalen.

Art. 8.

L'autorisation ministérielle est toujours révocable. Elle est révoquée, notamment, en cas d'inobservation des statuts du cercle ou des clauses de l'arrêté ministériel d'autorisation.

Cette révocation pourra être demandée par le conseil communal intéressé, au Ministre, qui devra statuer dans le délai d'un mois.

Art. 8.

De ministerieele machtiging kan te allen tijde worden ingetrokken. Zij wordt inzonderheid ingetrokken bij niet-inachtneming van de statuten van den kring of van de bedingen van het ministerieel besluit tot machtiging.

Die intrekking kan door den belanghebbenden gemeenteraad worden gevraagd aan den Minister; deze moet uitspraak doen binnen den termijn van ééne maand.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1919.

Wetsontwerp

waarbij, ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende,
wordt afgeweken van de wet van 24 October 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER Maurice LEMONNIER.

MIJNE HEEREN,

De wet van 24 October 1902, waarbij het ondernemen van kansspelen
wordt verboden, luidt :

EERSTE ARTIKEL.

« Het is verboden voordeel te trekken van kansspelen.

» Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met eene boete van 100 tot 5,000 frank, of met slechts ééne van deze straffen, zij die, op welke plaats en onder welken vorm ook, voordeel trekken van kansspelen, hetzij dat ze zelven of door hunne gelastigden daaraan deelnemen, en te hunnen bate voorwaarden stellen welke de kansen ongelijk maken, hetzij dat ze van de personen, wien het toegelaten wordt daaraan deel te nemen, een loon in geld ontvangen of iets afhouden van den inzet, hetzij dat ze zich rechtstreeks of onrechtstreeks eenig ander voordeel verschaffen door middel dier spelen.

ART. 2.

» Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand en met eene boete van 26 tot 2,000 frank, of met slechts ééne van

(1) Wetsontwerp, n° 54 (Zittingsjaar 1912-1915).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den H. BERTRAND, was samengesteld uit de heeren D'HONDT, LEYNIERS, MARIEU, DE JONGHE D'ARDOYE, COCQ en LEMONNIER.

deze straffen, zelfs dan wanneer zij hoegenaamd geenen toegangsprijs heffen noch eenig ander voordeelaubbrengend feit bedrijven, zij die, een voor het publiek toegankelijk lokaal houdende, er willens en wetens en gewoonlijk spelen toelaten die aanleiding geven tot overdreven inzetten of weddenschappen.

ART. 5.

» Worden gestraft met de straffen in het vorig artikel bepaald :

» 1° Zij die eene door de wet verboden inrichting voor spelen, of eene gelijksoortige inrichting, in een vreemd land gelegen, doen kennen door berichten, aankondigingen, plakbrieven of door eenig ander middel van bekendmaking;

» 2° Zij die, voor eene dergelijke inrichting, in een vreemd land gelegen, zich bezig houden met het werven van spelers. »

Deze wet had ten doel, in den geest van hare opstellers, de speelholen af te schaffen en de talrijke schandalen, waartoe het uitbuiten van de speeldrift aanleiding gaf, te doen ophouden.

Bereikte zij haar doel?

Ontegenzeggijk neen! Al zijn de speelkringen, waarover de overheid toezicht had, als eertijds die te Oostende en te Spa, verdwenen, de geheime speelkringen, die tot de zedelijke ontaarding van de bevolking leidden, stegen overal uit den grond.

Zoo werden, zelfs onder de Deutsche bezetting, aanzienlijke sommen bij het spel gewaagd; toen, in de maand November 1918, vertegenwoordigers van den Deutschen werklieden- en soldatenraad een kleine speelclub in het centrum van de stad binnenvielen, hebben zij op de tafel meer dan 150,000 frank in beslag genomen.

De leemte in de wet is, dat zij duister, lenig en de rechtspraak in hare toepassing te onzeker en te plooibaar is.

De wet verbiedt niet het kansspel; de speler kan zijn drift verzadigen zonder onder de toepassing der wet te vallen; wat zij verbiedt is het *voordeel trekken* van het kansspel.

Er bestaan groote meningsverschillen in het beoordeelen der feiten die gezegd voordeel trekken uitmaken.

De wet verbiedt bovendien, aan het spel deel te nemen, hetzij zelf, hetzij door aangestelden door te zijnen bate de ongelijkheid der kansen te bedingen.

Dat geeft aanleiding tot talrijke betwistingen over de vraag welke spelen, en welke speelwijzen de gelijkheid der kansen breken.

In het Kursaal van Oostende werden spelen ingericht derwijze dat de wet scheen in acht genomen te worden; ook toonde het gerecht zich toegevend gedurende zekeren tijd, doch daarna vervolgde het met strengheid de inrichters.

Toen de rechtbanken uitspraak hadden gedaan, richtten de ondernemers nieuwe spelen in en trachtten tevens daarbij rekening te houden met al de

voorschriften die zij meenden te hebben gevonden in hunne uitspraken; zij werden opnieuw vervolgd; door aanhoudende vervolgingen slaagde het gerecht aldus er in, de speelkringen, waarvan de toegang geregeld was en waar aan eerlijk spel gedaan werd af te schaffen, terwijl daarnaast de geheime speelholten uitbreiding namen.

Men heeft kunnen beweren dat er nooit zoo veel werd gespeeld als sedert het spelen verboden was.

De spelen, te Oostende en te Spa, waren gevestigd in lokalen, in huur gegeven door de openbare machten; voor de begrooting dezer steden brachten zij belangrijke sommen op, waarmede zij openbare diensten, feesten, uitspanningen en vermakelijkheden van allen aard konden inrichten, die ten doel hadden de vreemdelingen aan te trekken en daar te houden.

Het verdwijnen van de spelen veroorzaakte een tekort in den financiëleen toestand van deze gemeenten, die steunden op de hulpmiddelen welke deze spelen haar verschaften; het was haar niet mogelijk de Belgen en de vreemdelingen daar te houden, die er komen verblijven om er uitspanning te zoeken op muzikaal gebied, of op kunstgebied en bij de sportfeesten, alsmede om er rust te vinden. Oostende en Spa zijn met ondergang bedreigd.

Het is om deze gevaren te voorkomen dat de heeren Borboux, Buyl, Hamman, Eug. Mullendorff en August Pil op 1 April 1909 een wetsvoorstel hebben ingediend betreffende de toelating tot het ondernemen van spelen in de *bad-, kur- en luchtkuurplaatsen*.

Dit ontwerp verviel ten gevolge van de kamerontbinding en op 6 December 1912 dienden de heeren Borboux, Hamman, Eug. Mullendorff, Serruys en Nerinx het voorstel in, dat u is overgelegd en ten doel heeft, de gemeentebesturen van Spa en Oostende te machtigen om een kring, waar kansspelen zouden mogen plaats hebben, te laten oprichten in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehoorende.

Artikel 2 bepaalt dat de toelating bij ministerieel besluit zal kunnen verleend worden. Artikel 3 bepaalt dat het bezoeken van de speelkringen streng verboden is aan de personen, die gehuisvest zijn in de gemeenten, waaraan gezegde toelating werd verleend.

Het ontwerp kent 20 t. h. van de winsten toe aan het Werk der goedkoope woningen, 35 t. h. aan de sociale verzekeringen, ouderdomspensioenen, ziekte- en invaliditeitsverzekering, waarvan de mutualiteiten den last niet op zich nemen, en 25 t. h. aan de gemeentebesturen om te worden gebruikt voor hare openbare diensten en de behoeften van hare onderneming tijdens het badseizoen.

Een ministerieel besluit moet den aard der toegelaten spelen en de wijze, waarop deze werken, bepalen. De machtiging kan te allen tijde worden ingetrokken.

De uitslag van het onderzoek in de afdeelingen is de volgende :

1^{te} afdeeling, het wetsvoorstel wordt aangenomen door de 12 aanwezige leden;

2^{de} Afdeeling, het wetsvoorstel wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 ;

5^{de} Afdeeling, het wetsvoorstel wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 2 en 1 onthouding ;

4^{de} Afdeeling, het wetsvoorstel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen ;

5^{de} Afdeeling, het wetsvoorstel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 en 4 onthoudingen ;

6^{de} Afdeeling, het wetsvoorstel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 7 en 1 onthouding.

In den loop van dit onderzoek drukten leden den wensch uit, dat de toelating tot andere badsteden worde uitgebreid en den duur van de onderneming der spelen tot het zomersizoen beperkt worde.

Het doel van het wetsontwerp is tevens, het spel te regelen, het te leiden om de geheime speelkringen te verwijderen, en, anderzijds, uit het spel de hulpmiddelen te trekken om de begrootingen der steden Oostende en Spa in stand te houden.

De Memorie van Toelichting stelt den ongelukkigen geldelijken toestand der steden duidelijk in 't licht en toont aan dat de afschaffing der spelen voor haar eene ramp was. Bij het indienen van het wetsvoorstel kwam er in de algemeene begrooting van Oostende een tekort voor van 600,000 frank voor de gewone en van 276.000 frank voor de buitengewone uitgaven ; Spa had een schuld te dragen van 6,761.086 frank, met een interest van 242,740 fr , dus meer dan twee derden van de opbrengst der belastingen, door de inwoners betaald.

Sedert dien hadden die steden, — zooals trouwens al de overige — de lasten en de rampen van den oorlog te dragen : Oostende levert tegenwoordig een treurig schouwspel op.

De stad werd vreeselijk beproefd ; 211 inwoners werden gedood en 495 zwaar gewond.

440 huizen werden geheel vernietigd en 770 erg beschadigd. Er is om zoo te zeggen geen huis, dat niet eenige schade onderging. De Duitschers hebben de balkonbalustrades van al de huizen opgeëischt, de estacade is ontoegankelijk, overal ziet men de sporen van de rampen waar thans de bevolking nog zeer onder lijdt.

De stad schat de schade aan hare inrichtingen berokkend op 63 miljoen frank.

De kosten der herstellingswerken aan het Kursaal worden geraamd op 750,000 frank.

Al de hotels, waarvan de meubels ernstig beschadigd of door de Duitschers weggenomen werden, bevinden zich in de onmogelijkheid te openen of moeten aanzienlijke sommen uitgeven om hunne meubels te vervangen.

Men verlieze niet uit het oog dat de bad- en luchtkuursteden, inzonderheid Oostende en Spa, niet alleen al de onheilen, die alle Belgen troffen, geleden hebben, maar ook dat de bijzondere hulpmiddelen opgeleverd door het seizoenbedrijf haar gedurende vijf jaar werden onthouden.

De hotelhouders, de handelaars, de inwoners, die in den zomer onderverhuren, zijn voor een langen tijd van hun inkomstbronnen beroofd.

Het dient te worden opgemerkt dat 50 t. h. der vreemdelingen, die er hun zomerverblijf kozen, Duitschers waren, die wij hopen niet meer terug te zien.

Het is volstrekt noodig dat men Oostende en Spa zoo spoedig mogelijk te hulp kome; heel België heeft er belang bij deze zomerverblijfplaatsen hun ouden luister terug vinden.

Men kan aanvoeren dat de Staat kan tusschenbeide komen bij wijze van toelagen, zooals hij reeds gedaan heeft; doch voor zooveel andere ellenden wordt de openbare schatkist aangesproken dat deze ze waarschijnlijk niet zal kunnen lenigen.

Door het verleenen van machtiging om te Oostende en te Spa spelen in te richten, is men zeker dat men onmiddellijk over geldmiddelen zal beschikken en worden de twee steden gered.

Die geldmiddelen worden vrijwillig bijgebracht door de spelers; zij worden geleverd door weelde. Kan men eene betere belasting uitdenken?

Zij treft noch den arbeid, noch de nijverheid; zij wordt geheven van de behoefte aan verstrooing die, wij bekennen het, laakbaar is, doch die men door geene wetten zal doen verdwijnen en die het derhalve beter is aan het toezicht der overheid te onderwerpen. Het rantsoen opgelegd aan het spel heeft als geoorloofd doel, aan handel en nijverheid de bescherming en de schadeloosstelling te verleenen, welke zij niet kunnen missen.

Indien de bron van de vrijwillige belasting op het spel onrein is, dan moet de Staat al de inkomsten afwijzen die hun oorsprong hebben in het voldoen der driften. Zoo zou hij moeten afzien van de belastingen op den alcohol, die het zedenbederf in de hand werkt en het menschenras uitroeit, — op de tabak waarvan het misbruik zoo schadelijk is, — op de oorlogswinsten, vaak verworven door lieden die met den vijand woekerhandel hebben gedreven of de ellende van hunne medeburgers hebben uitgebuit.

De indiener van het wetsvoorstel herinnert aan de woorden van ons betreurd medelid, Paul Janson, in deze Kamer uitgesproken: « Onder de te berde gebrachte voorstellen is er een dat strekt om de spelen opnieuw officieel in te richten en de winst, die daaruit voortvloeit, te storten in het ongevalenfonds. Weigeren wij deze geldmiddelen, dan zullen onze naburige staten ze te nutte maken, zonder dat daardoor de zedelijkheid te onzent gebaat zij. Wij zouden dus van slecht geld een goed gebruik kunnen maken. »

Zooals de indiener van het ons voorgelegd ontwerp zegt, was de Senaat het eens met deze zienswijze, wanneer hij op 5 Juni 1901, de volgende bepalingen aannam:

» De Regeering kan het gemeentebestuur der stad Oostende machtigen
» op dezer grondgebied de oprichting toe te laten van een speelkring, die
» niet onderworpen zal zijn aan de bepalingen dezer wet.

» Echter kan deze machtiging slechts worden verleend uiterlijk tot
» 31 October 1905. Te allen tijde kan zij, wanneer misbruik blijkt plaats
» te hebben, ingetrokken worden. »

De Kamer der Volksvertegenwoordigers nam deze bepaling niet aan en keurde de wet goed, welke de thans van kracht zijnde wet van 26 October 1902 geworden is. Sindsdien schijnt men tot klaarder inzicht te zijn gekomen, daar men vaststelde dat deze wet in hare toepassing niet doeltreffend was, dat schijnt te blijken uit de zienswijzen, in de afdeelingen voorgebracht.

Opdat de inwoners der steden, waar de speelkringen zijn toegelaten, niet aangetast worden door de drift van het spel, schrijft het ontwerp voor, dat de toegang tot die kringen streng verboden is aan al wie in deze steden metterwoon is gevestigd.

Vervolgens bepaalt het hoe 80 t. h. der winsten voor sociale werken moeten aangewend worden.

Wij zijn van oordeel dat eene heffing op de winsten tot betwisting kan aanleiding geven en dat het beter is, zooals de Fransche wet het voorschrijft, eene heffing op de bruto-ontvangst te doen.

Opdat de Regeering al de voorwaarden, welke de eerlijkheid van het spel verzekeren en waarborgen, zou kunnen vaststellen, den toegang tot de speelkringen beperken, verleent het ontwerp haar het recht de machtiging afhankelijk te maken van al de vereischten welke zij noodig acht, met deze bijzondere bekrachtiging : dat de machtiging steeds kan ingetrokken worden.

Anderzijds vermelden wij dat eene algemeene onderrichting over de regeling der spelen in de kringen en casino's der bad-, kur- en luchtkuurplaatsen in Frankrijk, bepaalt op welke wijze de heffing op de bruto-opbrengst der spelen dient te geschieden, de na te komen vormvereischten voorschrijft, de te houden boeken en registers vaststelt, met nadere aanwijzing van hun model, de aansprakelijkheid der titularissen, alsmede de bevoegdheden van den Minister van Binnenlandsche Zaken en van zijn personeel omschrijft.

Er bestaat bijgevolg in Frankrijk eene officieele documentatie, die ons tot voorlichting kan dienen.

Dank zij de wet, zal ieder misbruik spoedig kunnen beteugeld worden en het spel zal wettelijk geregeld en geleid worden ten bate der zedelijkheid; tevens zal men zonder verwijl te hulp kunnen komen aan de Koningin der Badsteden en aan de Parel der Ardennen.

In het Fransche Parlement, gaf het vraagstuk der spelen aanleiding tot talrijke besprekingen : deze vonden hare bekroning in de wet van 15 Juni 1907, krachtens welke speelkringen kunnen geopend worden in voor het publiek toegankelijke casinos en inrichtingen, mits machtiging door de Regeering, die eene heffing van 15 t. h. op de bruto-opbrengst der spelen vereischt ten bate van de werken van openbaren onderstand, voorzorg, volksgezondheid en openbaar nut.

Op 22 Mei 1913 nam de Kamer eene nieuwe wet aan, waarbij ten bate van deze werken eene klimmende heffing werd gelegd op de bruto-ontvangst die 45 t. h. bereikt en waarbij aan de spelers toegangskaarten voor

de speelzalen worden opgelegd, welke kaarten ten bate van den Staat met een zegel zijn belast (1).

De Senaat heeft deze wet nog niet goedgekeurd ; ten einde de aanneming daarvan te bespoedigen, is thans bij de Kamer der Afgevaardigden een voorstel ingediend, waardoor de Regeering wordt uitgenoodigd geene machtiging tot opening van speelkringen of tot overneming van spelen in de voor het publiek toegankelijke Casino's en inrichtingen te verleenen, alvorens zij het spel wettelijk geregeld heeft.

Over de zaak zelve van het spel drukt de verslaggever van dit voorstel zich uit als volgt :

« Het spel is veeleer een bedroevend schouwspel, dat men terecht voor het » groot publiek verbergt; de zucht naar gewin maakt de spelers beangst, » hetzij ze van de kaarten of van het toeval het domme verlies of het aan- » groeien van den inzet verwachten; eene speelzaal is een rouwzaal: hare » omgeving, wel is waar, is prettig en luidruchtig, de alcohol en de ontucht » verbeiden verliezers en winners ten einde de eenen te troosten, met de » anderen de ziekelijke vreugde te deelen om het bezit van een handvol » goud dat zij zonder moeite hebben verworven. Doch dit is eene les.

» Wat ons betreft, wij zouden er geen enkel stoffelijk of zedelijk bezwaar » in vinden, zoo de Regeering de heropening der speelkringen toeliet. » Doch eene hoofdzakelijke voorwaarde moet worden gesteld, en wij ver- » zoeken de Kamer het initiatief daarvan te nemen, namelijk deze voor- » waarde : geen machtiging wordt verleend vóór de onherroepelijke aan- » neming der wet op de regeling van het spel, door de Kamer op 22 Mei 1913 » goedgekeurd.

» De Kamer heeft op de bruto-ontvangst der speelkringen heffingen inge- » voerd, welke 15 tot 45 t. h. bedragen, en wel ten bate van de werken » van onderstand, voorzorg, volksgezondheid, gemeentewerken, aanvoer » van drinkwater, bebossing, enz.

» De Kamer wilde daardoor geenszins het spel verzedelijken. »

Het ons voorgelegd voorstel beoogt evenmin de verzedelijking van het spel.

Allen zijn wij vijanden van het spel, doch uit eene eeuwenoude ervaring blijkt dat het niet mogelijk is, hetzelfde uit de roeien. Derhalve is het beter, hetzelfde in te dijken, het te leiden, de gevaren er van te verminderen en, ten bate van de badsteden Oostende en Spa, en bijgevolg, van gansch het land er voordeelen uit te trekken, welke, mochten wij ze weigeren, aan de financiën der vreemde steden zouden ten goede komen.

De Verslaggever,
MAURICE LEMONNIER.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.

(1) De heffing wordt aldus voorgesteld : 15 t. h. op het gedeelte der bruto-ontvangs welke 500,000 frank niet overschrijdt, — 25 t. h. tusschen 500,000 frank en 5 miljoen frank, — 35 t. h. tusschen 5 miljoen en 5 miljoen frank, — 45 t. h. boven 5 miljoen frank.

PROPOSITION DE LOI

portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, les administrations communales des villes de Spa et d'Ostende pourront être autorisées à permettre l'établissement, dans des locaux spéciaux appartenant à la commune, d'un cercle où pourront être pratiqués les jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans la présente loi.

ART. 2.

L'autorisation prévue par l'article premier sera accordée par arrêté ministériel. Cet arrêté ne sera pris qu'en suite de l'approbation, par le Ministre de l'Intérieur, des statuts du cercle demandeur en concession.

ART. 3.

L'autorisation ministérielle ne pourra être accordée qu'à la condition :

1° Que la fréquentation desdits cercles de jeux soit strictement interdite à toute personne domiciliée dans une des deux villes intéressées;

2° Que vingt pour cent, au moins, des bénéfices résultant de l'exploitation soient affectés à l'OEuvre des habitations à bon marché en Belgique et versés, à cette fin, à la Société Nationale pour la construc-

WETSVOORSTEL

waarbij, ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende, wordt afge-
weken van de wet van 24 October 1902.

EERSTE ARTIKEL.

In afwijking van de wet van 24 October 1902, kunnen de gemeentebesturen der steden Spa en Oostende worden gemachtigd toe te laten de oprichting, in afzonderlijke lokalen, aan de gemeente toebehorende, van een kring waar kansspelen mogen worden gehouden onder de in deze wet gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De bij artikel 1 voorziene machtiging wordt bij ministerieel besluit verleend. Dit besluit wordt eerst genomen na goedkeuring, door den Minister van Binnenlandische Zaken, van de statuten van den kring die de vergunning aanvraagt.

ART. 3.

De ministerieele machtiging mag slechts worden verleend op voorwaarde :

1° Dat het bezoeken van genoemde speelkringen streng worde verboden aan elken persoon die is gehuisvest in eene der twee belanghebbende steden;

2° Dat ten minste twintig t. h. van de winst, voortspruitende uit de onderneming, worden besteed aan het Werk der goedkoope woningen in België en, met dat doel, gestort in de kas der Nationale Maat-

tion des habitations à bon marché en Belgique;

3° Que trente-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient affectés aux assurances sociales et versés, à cette fin, en mains du Gouvernement, à charge pour lui, de les affecter exclusivement aux pensions de vieillesse, ainsi qu'aux assurances contre la maladie et l'invalidité dont les mutualités n'assumeraient pas la charge.

La répartition de cette part des bénéfices sera réglée par arrêté royal;

4° Que vingt-cinq pour cent, au moins, des mêmes bénéfices soient versés à chacune des deux administrations communales respectivement intéressées, pour être affectés à leurs services publics et aux nécessités de leur exploitation saisonnière.

Les bénéfices dont il s'agit aux numéros 2°, 3° et 4° du présent article ne seront établis qu'après prélèvement des frais généraux nécessités par l'entretien des locaux et du mobilier, des frais d'administration du cercle et du traitement du personnel.

ART. 4.

L'arrêté ministériel prévu à l'article 2 déterminera, s'il y a lieu, les autres conditions d'autorisation : notamment, celles relatives à la nature des jeux autorisés et à leur fonctionnement. Il déterminera les mesures nécessaires ou utiles au contrôle des recettes et à la surveillance des locaux.

schappij voor het bouwen van goedkope woningen in België;

3° Dat ten minste vijftientigt. h. derzelfde winst worden besteed aan de sociale verzekeringen en, met dat doel, gestort in handen van de Regeering, onder beding dat zij die uitsluitend zal bestemmen voor de ouderdomspensioenen, alsmede voor de verzekeringen tegen ziekte en invaliditeit, waarvan de onderlinge verenigingen den last op zich niet zouden nemen.

De verdeling van dit aandeel in de winst wordt bij koninklijk besluit geregeld;

4° Dat ten minste vijftientigt. h. van dezelfde winst worden gestort in de kas van elke der twee respectievelijk belanghebbende gemeentebesturen ten einde te worden gebruikt voor hare openbare diensten en voor de behoeften van hare onderneming gedurende het badseizoen.

De winst, in de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel bedoeld, wordt eerst vastgesteld na afhouding van de algemeene kosten, geveegd door het onderhoud van de lokalen en van het mobilair, alsmede van de kosten van bestuur van den kring en van de jaarwedde van het personeel.

ART. 4.

Het bij artikel 2 voorziene ministerieel besluit bepaalt, zoo er aanleiding toe bestaat, de overige voorwaarden vereischt voor de machtiging, met name die betreffende den aard van de toegelaten spelen en de wijze waarop deze werken. Het bepaalt de noodzakelijke of nuttige maatregelen voor het toezicht op de ontvangsten en het bewaken der lokalen.

ART. 5.

L'autorisation ministérielle est toujours révocable. Elle est révoquée, notamment, en cas d'inobservation des statuts du cercle ou des clauses de l'arrêté ministériel d'autorisation.

Cette révocation pourra être demandée par le conseil communal intéressé, au Ministre, qui devra statuer dans le délai d'un mois.

ART. 5.

De ministerieele machtiging kan te allen tijde worden ingetrokken. Zij wordt inzonderheid ingetrokken bij niet-inachtneming van de statuten van den kring of van de bedingen van het ministerieel besluit tot machtiging.

Die intrekking kan door den belanghebbenden gemeenteraad worden gevraagd aan den Minister; deze moet uitspraak doen binnen den termijn van ééne maand.

